

<http://levenissian.fr/Alerte-l-ecole-publique-en-danger>



Alerte : l'école publique en danger

- Vie politique - Lutttes sociales -



Date de mise en ligne : jeudi 21 mai 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Le PCF lance un appel à toutes les forces de progrès, syndicats, parents d'élèves, mouvements pédagogiques, lycéens, élus

Le Président de la République et son Premier Ministre ont alimenté l'anxiété sur la réouverture des établissements, en renvoyant à chacun le choix ou l'obligation de scolariser les enfants et en ne donnant pas les moyens d'une réouverture partout et pour tous dans les conditions nécessaires. L'école est transformée en garderie au rabais pour une partie seulement des élèves en primaire et en collège. On verra « plus tard » pour lycée et université.

Quel but poursuivent-ils au fond ?

Ce faisant, le pouvoir empêche non seulement un retour rapide à l'école mais hypothèque également une rentrée scolaire de qualité pour tous les enfants en septembre. Soyons clairs : si on laisse faire le gouvernement, la situation sera la même en septembre. Faute de vaccin, la crise sanitaire se prolongera probablement pendant un an, et les conditions d'étude dans les établissements seront les mêmes si les moyens humains et financiers ne sont pas engagés dès aujourd'hui. Le gouvernement ne crée pas les conditions sanitaires et pédagogiques d'une reprise de l'école pour tous et partout, en métropole comme en Outre Mer.

Il préfère mettre les parents et les enseignants devant le fait accompli, en « laissant le choix ». Ceux qui sont les plus éloignés de la culture scolaire et sans emploi sont poussés à garder leurs enfants à la maison. Ils seront déscolarisés longtemps. Ceux qui sont obligés d'aller travailler exposeront les leurs si les écoles réouvrent trop vite, sans pouvoir respecter les règles sanitaires nécessaires.

Les inégalités vont se développer fortement à cause de ce volontariat, des écoles qui peuvent ouvrir et de celles qui ne le peuvent pas.

Les écoles privées ou les officines privées de téléformation auront le champ libre pour se développer. Si nous nous contentons de repousser l'échéance à septembre sans changer les conditions de la reprise, alors le Chef de l'Etat et son gouvernement auront gagné la fin de la scolarité unique, en divisant les intérêts des familles selon leur classe sociale ou leur commune de résidence.

Nous ne voulons pas laisser ce gouvernement profiter de la crise pour concrétiser ce qui s'est déjà passé pour d'autres services publics nationaux : ouvrir totalement le marché de l'éducation au privé.

L'heure est grave et appelle des réponses urgentes.

LE PCF PORTE UNE AMBITION ÉDUCATIVE.

Dans ce grand désordre idéologique nous pensons qu'il faut imaginer et construire au contraire un meilleur service public d'éducation nationale. C'est dans ces moments de crise que peuvent surgir des rassemblements pour aller de l'avant. Car la situation accroît l'opposition entre les logiques antérieures : sélection sociale dans le modèle capitaliste ou démocratisation pour l'école de l'égalité et de l'émancipation humaine. La situation montre de façon

accrue le besoin de lutter contre les inégalités scolaires et de démocratiser l'accès aux études et l'appropriation par tous des savoirs pour mieux comprendre le monde.

Notre pays a besoin de davantage de chercheurs, de médecins, mais aussi d'ingénieurs, d'ouvriers et d'employés, d'agriculteurs bien formés pour engager la transition écologique, relocaliser notre industrie, transformer notre agriculture, répondre aux défis de l'avenir.

Pour nous communistes, l'émancipation de tous les individus et l'émancipation collective sont indispensables pour faire face aux défis de notre siècle.

L'ÉCOLE DOIT ÊTRE FONDÉE SUR PLUSIEURS GRANDS PRINCIPES :

D'abord celui de l'égalité. Seul un service public national est garant de l'accès de tous et toutes à l'ensemble du cursus scolaire. La gratuité est la condition de l'égalité. Nous affirmons par ailleurs une visée humaniste fondamentale : les dons n'existent pas et de fait, tous les élèves sont capables d'acquérir un haut niveau de formation et de culture au cours de leur scolarité. Enfin, nous disons que le modèle qui fonde le système éducatif doit être celui de l'élève qui n'a que l'école pour apprendre.

Pour être possible, cela implique des conditions, sanitaires pour la situation d'urgence, mais aussi économiques, pédagogiques, de formation utile aux enseignants pour la démocratisation scolaire. Ces conditions sont à définir très vite pour permettre la réouverture avec le plus de sécurité possible. Et il faut réunir ces conditions le plus tôt possible, car pour beaucoup d'enfants auront passé trop de mois sans apprentissage scolaire, ce qui va poser de grandes difficultés pour reprendre une activité d'études.

Le PCF en cette période de crise historique met en débat un plan d'urgence. Pour l'immédiat, pour que les établissements rouvrent au plus vite dans les conditions nécessaires, pour tous les élèves et non sur la base du volontariat. Si nous devons apprendre à vivre avec un virus tant que le vaccin n'est pas trouvé, donnons nous les moyens de faire vivre l'école de la République pour tous et partout au plus vite. Et un plan de décisions politiques à moyen et long terme pour répondre aux besoins de formation d'un pays comme le nôtre. Ce plan a la forme d'un document que nous transmettons aux organisations, associations, élus, citoyens. Des idées circulent, mettons les en commun. Rencontrons nous. Confrontons nos idées, et peut-être nos divergences. Mais ne laissons pas faire. Inventons une sortie de progrès social. Portons une alternative en étant ambitieux : si le système financier est capable de dégager des milliards pour sauver les profits des actionnaires, ces moyens peuvent être réorientés vers les services publics, notamment celui de l'éducation nationale. C'est une question de volonté politique, un véritable choix de société.

Fabien Roussel, Secrétaire national du PCF Marine Roussillon, Responsable du Réseau Ecole du PCF